

Nature de l'acte : 8.3

N° 2026 04 476

Mis en ligne le 16.04.2026

**CHAUSSÉE RÉTRÉCIE AVENUE ANTOINE BÉGUÈRE DANS LE CADRE DE TRAVAUX D'ÉLAGAGE LE
LONG DU MUR D'ENCEINTE DU STADE MUNICIPAL
LE 17 AVRIL 2026**

Le Maire de la Ville de Lourdes,

Vu les articles L2122-18, L2212-1, L2212-2, L2212-5, L2213-1 et L2213-2 du code général des collectivités territoriales,

Vu les prescriptions du code de la route,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1, huitième partie signalisation temporaire, approuvée par arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié),

Vu l'arrêté municipal en date du 21 décembre 2009, modifié, réglementant la circulation et le stationnement dans la ville de Lourdes,

Vu la demande de la SAS SANGUINET ENVIRONNEMENT sise rue du 19 Mars 1962 - 65000 TARBES, relative à des travaux d'élagage avenue Antoine Béguère le long du mur d'enceinte du Stade Municipal, à droite de l'entrée principale, pour le compte de la ville de Lourdes, le 17 avril 2026.

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale de prendre les mesures réglementant la circulation et/ou le stationnement des véhicules afin de permettre l'occupation ou l'exécution de travaux sur la voie publique, de prévenir les accidents et de garantir la sécurité des usagers

ARRÊTE

Article 1 - Interdiction

Le 17 avril 2026, la SAS SANGUINET ENVIRONNEMENT est autorisée à occuper le domaine public avenue Antoine Béguère, le long du mur d'enceinte du Stade Municipal, à droite de l'entrée principale, dans le cadre de travaux d'élagage.

Article 2 - Circulation

Durant la période visée à l'article 1, la chaussée est rétrécie avenue Antoine Béguère le long du mur d'enceinte du Stade Municipal, à droite de l'entrée principale, afin de permettre la réalisation des travaux.

La circulation est alternée et gérée manuellement ou par feux tricolores.

La vitesse est réduite à 30 km/h aux abords du chantier.

Article 3 - Affichage de l'arrêté

Cet arrêté ne prend effet que s'il est affiché par le bénéficiaire

- soit aux extrémités de l'emprise concernées par cette réglementation,
- soit à l'endroit stipulé par cette réglementation.

Cet affichage ne devra pas occulter les panneaux de signalisation mis en place en exécution du présent arrêté.

Article 4 - Signalisation, balisage

La signalisation et le balisage nécessaires à l'application des dispositions stipulées dans le présent arrêté seront mis en œuvre par le bénéficiaire à ses frais et sous sa responsabilité.

Ils devront être conformes aux dispositions prévues par :

- l'instruction interministérielle citée ci-dessus ;
- la Police Municipale ou la Police Nationale ;
- les services techniques municipaux.

Le chantier doit être balisé de façon suffisante afin de le protéger et inviter les piétons et les véhicules à le contourner en toute sécurité.

Dans le cas où la circulation des piétons ne serait pas maintenue au droit des emprises, le bénéficiaire devra dévier leur circulation vers un passage piétons menant au trottoir opposé, ou aménager un passage sécurisé à l'aide de barrières ou cônes de signalisation d'une largeur minimale d'1,20 mètres, maintenant tous les accès aux riverains et commerces.

Article 5 - Droits des tiers

Le bénéficiaire de l'arrête devra conserver l'accès des riverains.

Article 6 - Constatation des contraventions

Toute contravention aux dispositions du présent arrêté sera constatée par les agents ou fonctionnaires assermentés et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 7 - Recours

Conformément à l'article R421-1 du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Article 8 - Application de l'arrêté

Madame la Directrice Générale des Services de la Ville de Lourdes et Madame la Cheffe de la Police Municipale, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté.



Fait à Lourdes, le 10 avril 2026

Pour Le Maire,
l'adjoint délégué,

Jean-Michel LABADY

Notifié le
 Par courrier recommandé envoyé le
 Par remise en main propre
 Par mail envoyé le 15.04.26
Je soussigné(e).....
Signature :

Certifie avoir reçu un exemplaire du présent acte. A compter de cette date, le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le
Tribunal Administratif de PAU
Cours Lyautey - 64000 PAU
dans un délai de deux mois.